Session ministérielle de la 6ème édition de la Concertation régionale de Haut Niveau pour une transhumance transfrontalière apaisée entre le Sahel et les pays côtiers

Accra, Ghana, le 10 Octobre 2019

Communiqué final

En partenariat avec :

Partenaires Financiers

Partenaires Techniques

1. Introduction

1. A l'initiative conjointe de la CEDEAO, du Gouvernement de la République du Ghana et du Réseau Billital Maroobé (RBM) s'est tenue à Accra, au Ghana, le 10 0ctobre 2019, la session ministérielle de la 6ème édition de la Concertation régionale de haut niveau pour une transhumance transfrontalière apaisée entre pays du Sahel et de la Côte en Afrique de l'Ouest.

2. L'objectif de la rencontre était d'apprécier l'état de mise en œuvre des recommandations de la concertation tenue à Cotonou en Novembre 2018, d'une part, de faire le bilan de la campagne 2018-2019 et des perspectives de celle de 2019-2020, d'autre part. La session avait également pour objectif de prendre connaissance des initiatives et des efforts de relance durable de la Task Force Elevage et pastoralisme de la région Afrique de l'Ouest et du Sahel.

3. La rencontre ministérielle a été placée sous la présidence de son Excellence, **Dr Nurah GYIELE**, Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture et de l'Alimentation de la République du Ghana.

4. Les délégations des pays étaient conduites par :

   Monsieur **Dr NURAH GYIELE**, Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture et de l'Alimentation de la République du Ghana,

   Monsieur **BATAKA KOUTERA NOEL**, Ministre de l'Agriculture, des productions animales et halieutiques de la République togolaise,

   Monsieur **MOHAMED BOUCHA**, Ministre délégué auprès du Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture et de l'Elevage, en charge de l'Elevage de la République du Niger,

   Monsieur **TOGLA INNOCENT**, Secrétaire Général adjoint du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de la République du Bénin, représentant le Ministre,

Monsieur **DIOMANDE LABLA JEREMIE**, Directeur de la Formation, de la Vulgarisation et de la Valorisation des produits, représentant le Ministre de l'élevage et des ressources animales et halieutiques de la République de Côte d'Ivoire,

Monsieur **OUEDRAOGO RIMOUAOGODO HAMADO**, Directeur général des espaces et des aménagements pastoraux, représentant le Ministre des ressources animales et halieutiques du Burkina Faso,

Monsieur **ADAMA CAMARA**, Conseiller Technique, représentant le Ministre de l'élevage et de la pêche de la République du Mali

5. Ont également pris part à la session Ministérielle,

    a. Dr **DJIME ADOUM**, Secrétaire Exécutif du CILSS,
    b. Monsieur **JEAN DE DIEU SOMDA**, Représentant Spécial du Président Honoraire du CSAO,
    c. Monsieur **SEKOU SANGARE,** Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO ,
    d. Dr WORA **SALAMI IBRAHIM, du Bureau régional de la** FAO, au Ghana,
    e. Monsieur ABDOUL AZIZ AG WALI, Représentant du RBM,

6. Les Ministres ont examiné le rapport des experts. Ils se sont réjouis de sa qualité

7. Les ministres ont noté avec satisfaction le bon niveau de mise en œuvre des recommandations de la 5e Concertation de haut niveau tenue le 16 Novembre 2018 à Cotonou, au Bénin. Ils adressent leurs félicitations aux pays, aux organisations socioprofessionnelles, aux organisations non gouvernementales, aux partenaires techniques et financiers qui n'ont ménagé aucun effort pour l'atteinte de ces résultats.

8. Les Ministres notent avec satisfaction le déroulement de la campagne de transhumance 2018-2019, marquée par (i) la disponibilité relative des ressources fourragères, qui a permis de couvrir dans beaucoup de zones , les besoins du bétail pendant la période de soudure, avec toutefois des difficultés d'accès aux pâturages dans les zones d'insécurité du Niger, du

Burkina Faso, du Mali ; (ii) un recul des conflits dans de nombreux pays, ainsi qu'une baisse sensible des dégâts et des pertes en vie humaine liés à la compétition pour l'accès aux ressources naturelles.

9. Toutefois, les Ministres déplorent la persistance de quelques difficultés liées au non respect de la réglementation sur la transhumance transfrontalière. Ils déplorent également la crise sécuritaire persistante, qui tout en affectant les personnes et leurs biens, perturbe fortement la transhumance transfrontalière, avec notamment des départs précoces, des retours tardifs, de même qu'une sédentarisation de transhumants dans les pays et zones d'accueil.

10. Les ministres félicitent les pays côtiers pour les mesures de politiques règlementaires qu'ils mettent en œuvre pour encadrer la transhumance transfrontalière. Ils se réjouissent des efforts que déploient les pays sahéliens pour la mise en place et la dynamisation de leurs comités nationaux de transhumance (CNT), instruments essentiels pour une mobilité pastorale apaisée et sécurisée. Il est apparu cependant apparu nécessaire de renforcer le fonctionnement de ces Comités, tant dans les pays sahéliens que côtiers.

11. Ils félicitent la CEDEAO, le CILSS et les Organisations socioprofessionnelles pour la décentralisation du mécanisme de dialogue et de la concertation multi acteurs sur le pastoralisme, avec notamment la tenue de la 1ère Concertation des acteurs du bassin du Lac Tchad et de celle envisagée en novembre 2019 à Dakar sur le couloir Ouest regroupant les États de l'Union du Fleuve Mano, de la Sénégambie plus la Mauritanie et le Mali.

12. Les ministres saluent les avancées enregistrées dans le processus de formulation de la stratégie régionale de promotion des chaines de valeur du lait. Ils encouragent la CEDEAO, les Etats et les organisations socioprofessionnelles à accélérer le processus afin de doter la région d'un instrument de valorisation du potentiel régional en lait local et d'offrir des opportunités d'emplois et d'autonomisation aux femmes et aux jeunes.

13. Les ministres félicitent les experts pour avoir jeter les bases d'une relance durable de la Task Force Élevage et pastoralisme en Afrique de l'Ouest.

Cette institution ad'hoc est d'une importance capitale pour : (i) f**ournir des conseils** et des éléments d'orientations aux OIGs, et (ii) a**ssurer la veille** sur la cohérence des initiatives.

14. Les Ministres ont pris connaissance des perspectives de la campagne de transhumance 2019-2020. Ils notent l'environnement de sa mise en œuvre, marqué par des conditions défavorables d'une bonne production fourragère observées à l'Ouest du Mali, par endroits au Burkina Faso, au Niger, au Tchad et particulièrement à l'Ouest de la Mauritanie et au Nord du Sénégal. Les zones du Sénégal et de la Mauritanie enregistrent par ailleurs leur 3ème année consécutive de déficit fourrager. À cela, s'ajoute la persistance des difficultés d'accès aux pâturages naturels en raison de l'insécurité dans certaines zones du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Nigeria et du Tchad. Cette situation a cependant besoin d'être confirmée et validée par les pays.

15. Ils se sont préoccupés des impacts éventuels de cette situation, notamment les risques: ii) de déficit fourrager important et de tarissement rapide des points d'eau temporaires et; ii) de départ précoce en transhumance avant même l'ouverture de la campagne dans les zones d'accueil. Cette situation redoutée pourrait entrainer des conflits entre éleveurs et agriculteurs et mérite une surveillance renforcée.

16. Ils déplorent également la persistance du problème de la faible qualité des données statistiques sur les flux des animaux transhumants, tant au niveau des pays d'accueil que de ceux de départ. Cette situation est préjudiciable à la prise de décisions idoines en faveur d'une transhumance transfrontalière bien organisée, apaisée et sécurisée

17. Les Ministres notent avec satisfaction les efforts déployés par l'ensemble des parties prenantes en faveur d'une meilleure coordination et synergie des interventions sur l'élevage et le pastoralisme. Ils saluent l'engagement affiché des partenaires pour cette cause.. A cet effet ils insistent sur la nécessité de réaliser une cartographie complète des infrastructures hydrauliques, marchandes et de santé animale existantes et fonctionnelles, (ii) une cartographie des initiatives et autres dispositifs de dialogue pour la prévention et la gestion des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles.

18. Les ministres invitent la CEDEAO à assumer son leadership et à créer les conditions indispensables pour renforcer la cohérence et les synergies des actions des projets et programmes qui touchent le sous secteur de l'élevage et du pastoralisme. A cet effet, ils l'invitent à : (i) intensifier son dialogue avec les partenaires en faveur de l'alignement et de la coordination de leurs interventions ainsi que pour une mobilisation conséquente des ressources en faveur du sous secteur élevage et pastoralisme, (ii) faciliter la tenue de réunions conjointes de planification et de réalisation d'actions complémentaires tant par les projets que par les pays, et (iii) valoriser la Task Force pour accélérer la mise en synergie des interventions en matière d'élevage et de pastoralisme.

19. Les Ministres sont préoccupés par la détérioration de la situation sécuritaire au Sahel et ses conséquences sur les ménages des ruraux en général et des pasteurs et éleveurs en particulier. A cet effet, ils invitent les Etats, les Partenaires Financiers et les Organisations Non Gouvernementales, à accorder une attention particulière aux femmes et aux enfants, dans les stratégies et mesures destinées à soulager les populations victimes des exactions de toute sorte. Les Ministres ont fait sien le plan le plan d'action adopté à Ouagadougou par les chefs d'Etat, le 14 Septembre 2019 et s'engagent à l'accompagner avec des actions concrètes.

20. A l'issue de leur délibération, les Ministres ont adopté le rapport des experts et insistent sur les recommandations suivantes :

a. A l'endroit de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS

i. Rendre fonctionnelle la Task Force Elevage et pastoralisme en la dotant de moyens adéquats.

ii. Accompagner les États dans la mobilisation des financements pour la mise en œuvre des projets. Ils rappellent à cet effet la CEDEAO pour la mise en œuvre de la recommandation de la 5e Concertation relative à la communication officielle en direction des principaux partenaires financiers potentiels.

iii. Réaliser la cartographie des infrastructures hydrauliques, marchandes et sanitaires fonctionnelles,

iv. Appuyer le renforcement du dialogue multi acteurs dans les principaux couloirs de transhumance : Bassin du lac Tchad, Bassin central et Bassin Ouest.

v. Accompagner les Etats dans la recherche de mécanismes de financement durable des CNT ;

vi. Accompagner les Etats dans la conduite d'analyses approfondies sur les impacts de la crise sécuritaire ainsi que la recherche de mesures d'atténuation.

vii. Renforcer le plaidoyer pour la mobilisation des ressources en faveur des investissements structurants dans les différents maillons des chaines de valeur du sous secteur élevage et pastoralisme,

b. **A l'endroit des Etats**,

i. Renforcer les politiques publiques en faveur de la transhumance

ii. Accélérer les processus de mise en place et de dynamisation des comités nationaux de transhumance (CNT) en les dotant de moyens adéquats. A ce sujet, les Ministres exhortent les Etats avec l'appui des OIGs à s'investir dans la recherche de mécanismes de financement durable du fonctionnement des CNT ;

iii. Travailler en synergie avec les organisations professionnelles dans la recherche d'outils et méthodologies appropriées de collecte et d'analyse des données statistiques sur la transhumance transfrontalière, en capitalisant sur la solution numérique de traçabilité des animaux transhumants.

iv. Capitaliser et valoriser les leçons tirées des expériences de gestion des marchés à bétail et du fonctionnement des inters collectivités transfrontalières dans les pays en vue d'en faire de modèles reproductibles,

21. Les Ministres ont été informés :

a. de la tenue au Togo du 7 au 10 Mai 2020, du salon international du bétail et viande,

b. de l'organisation au Burkina Faso du salon de l'élevage du Burkina courant Novembre –décembre 2020,

c. de l'organisation courant du 22 Novembre au 1er décembre 2019 du Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales de la Côte d'Ivoire,
d. des perspectives offertes par la Banque Mondiale de promouvoir un projet de production fourragère et de modernisation de l'élevage et de production d'aliments de bétail en Afrique de l'Ouest.

22. Les Ministres expriment leur profonde gratitude à son Excellence, Monsieur NANA AKUFO ADDO, Président de la République du Ghana, au Gouvernement et au peuple ghanéen pour la qualité de l'accueil et les facilités mises à leur disposition et qui ont permis la réussite de la 6ème édition de la Concertation de Haut Niveau pour une transhumance transfrontalière entre les pays sahéliens et côtiers. Ils remercient également la CEDEAO, le RBM et les partenaires techniques et financiers qui ont facilité l'organisation de la rencontre. Ils les exhortent à poursuivre cet appui dans le cadre des efforts que déploie la Communauté régionale pour faire de l'élevage et du pastoralisme un sous secteur de renforcement du processus d'intégration régionale, d'une part et de la résilience des populations vulnérables, d'autre part.

23. Les Ministres ont désigné **Dr Nurah GYIELE,** Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture et de l'Alimentation de la République du Ghana pour assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des résolutions de la rencontre.
24. La septième édition de la Concertation de haut niveau pour une transhumance apaisée entre les pays sahéliens et côtiers aura lieu à Lomé, République togolaise en Septembre 2020.

Fait à Accra, le 10 Octobre 2019

Dr Nurah GYIELE,
Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture et de l'Alimentation de la République du Ghana